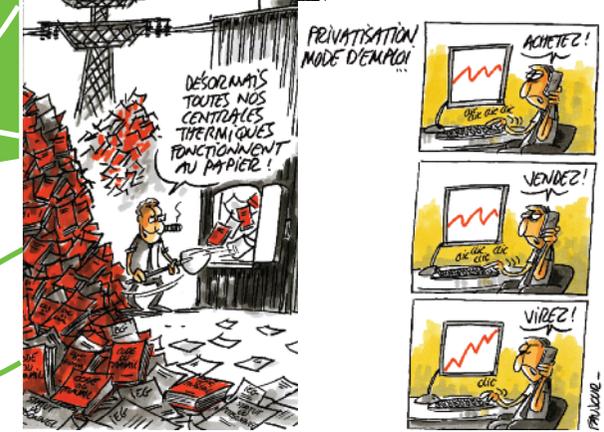


# ÉLECTIONS 2016

Union  
syndicale  
**Solidaires**

# Sud Énergie



**SUD-Energie est membre de l'Union syndicale Solidaires**, qui compte des syndicats fortement implantés dans de nombreux secteurs – la Poste, le Rail, la Fonction Publique, etc. - et qui continue son développement, notamment dans le secteur privé.

Dans l'Energie, SUD est né en 1997 et se développe malgré une discrimination souvent féroce des Directions. Même si nous ne sommes pas encore représentatifs sur l'ensemble de l'entreprise et de la branche – ce qui nous prive de moyens considérables - nous nous attachons à compenser ce déséquilibre avec les autres syndicats par notre implication dans les unités où nous sommes présents.

Nous sommes implantés de manière forte dans certaines unités (R&D, DTG, centrales nucléaires de Penly, Belleville, Dampierre, Civaux, etc.) et les salariés nous renouvellent leur confiance à chaque élection, nous permettant de participer aux négociations, de peser dans les rapports sociaux, de défendre les salariés et de remporter des victoires individuelles et collectives.

## l'action collective, pour sortir de la spirale des régressions

Les grandes conquêtes sociales – interdiction du travail des enfants, baisse du temps de travail, congés payés, retraites, sécurité sociale, augmentation des salaires, etc. – ont été obtenues par l'action collective. L'affaiblissement des formes de résistance collective, la tendance à l'individualisation s'accompagnent toujours de régressions sociales. C'est ce que nous vivons depuis quelques décennies, et qui est particulièrement visible dans les secteurs très peu syndiqués (nettoyage, grande distribution, etc.).

L'objectif premier de SUD-Energie est de renforcer ces collectifs en développant un syndicalisme combatif, capable d'aider les salariés à repasser à l'offensive, à défendre nos droits mais également à en conquérir de nouveaux.

Nous ne gagnerons que collectivement !

## un syndicalisme qui ne se résigne pas

Cela passe par un principe simple : nous ne signons d'accords que s'ils apportent une amélioration pour les salariés. Et nous nous opposons pied à pied, par l'action collective, à chaque accord régressif. Cela nous vaut d'être caricaturés par certains comme des « irresponsables », des « ex-

trémistes ». Pour nous, c'est au contraire faire preuve de responsabilité que de s'opposer à la violence sociale, de ne pas nous résigner à des régressions qu'on nous présente comme inéluctables, de se battre pour de meilleures conditions de travail. Cette fermeté ne nous empêche pas de négocier et signer des accords, de défendre au jour le jour les salariés attaqués individuellement, d'être force de propositions, à tous les échelons.

Les stratégies syndicales qui visent à s'adapter aux politiques libérales pour « sauver l'essentiel », ou renoncent à construire un rapport de force efficace pour les combattre, sont toujours perdantes pour les salariés. Les exemples de régressions sociales subies ces dernières années le démontrent : privatisation d'EDF, réformes successives des retraites, augmentations salariales inférieures à l'inflation, moindre reconnaissance de la pénibilité, forfait jour, lois Macron, Rebsamen, El Khomri ...

Nous sommes nés du refus d'accompagner le mouvement de libéralisation de l'Energie et de la conviction qu'il était possible d'empêcher ce gâchis. Nous avons engagé toutes nos forces dans la bataille contre le recul de l'âge de la retraite, persuadés que l'avenir passe au contraire par un partage du travail. Nous nous sommes opposés, plus récemment, à la mise en place du forfait-jour pour les cadres, qui entraîne une individualisation du contrat de travail, une augmentation des inégalités et un allongement du temps de travail au détriment du maintien des effectifs. Solidaires a aussi lutté aux côtés de la jeunesse contre la loi travail qui marque un grave affaiblissement du droit du travail.

## un syndicalisme qui recherche l'unité et l'ouverture

SUD-Energie n'est pas là pour diviser ou affaiblir le mouvement syndical, au contraire : notre arrivée dans une unité se traduit toujours par un regain d'activité syndicale. Et nous recherchons systématiquement l'unité dans l'action, nous sommes régulièrement partie prenante et souvent à l'initiative de combats intersyndicaux et interprofessionnels. Si la division n'est pas souhaitable, la pluralité l'est, en particulier parce que nous portons d'autres pratiques, d'autres revendications, un autre positionnement par rapport aux directions, etc.

Par ailleurs, nous cultivons l'ouverture sur le mouvement social (nous militons par exemple avec les mouvements de chômeurs, de sans-papiers, Attac, Droit au Logement, etc.). La volonté de travailler avec les autres, le refus du corporatisme sont des caractéristiques fortes de notre syndi-

calisme.

Nous défendons les droits de tous les salariés de nos entreprises, quels que soient leurs contrats, qu'ils soient prestataires ou agents statutaires, qu'ils soient adhérents ou non.

## un syndicalisme indépendant des directions et du gouvernement

La défense des salariés et du service public de l'Energie passe selon nous par une indépendance totale vis-à-vis des directions et du Gouvernement : les syndicats sont un contre-pouvoir essentiel, qui se doit de dénoncer les dérives de l'entreprise, les impasses dans lesquelles elles nous conduisent, les choix désastreux en matière de politique énergétique et d'organisation du travail, d'investissements à l'international, la non-préparation de l'avenir et en particulier l'absence d'accompagnement des salariés dans le cadre de la transition énergétique. Nos contre-propositions sont toujours établies sur des analyses approfondies de la situation.

## un syndicalisme au plus proche des salariés

Notre syndicalisme s'est également construit pour proposer des pratiques différentes de celles parfois mises en oeuvre et qui nuisent à l'efficacité des résistances collectives : bureaucratisme, éloignement des intérêts des salariés, clientélisme, absence de démocratie interne, perte d'indépendance par rapport aux directions et au Gouvernement. Nous développons une organisation non hiérarchisée et ouverte, où les décisions sont prises collectivement. Les femmes et les hommes qui se présentent pour SUD n'en attendent aucun privilège. Notre présence au quotidien dans les différentes unités nous donne une connaissance fine des problèmes qui se posent localement à nos collègues. Nous donnons la parole aux salariés dans l'action. Localement, tous les militants conservent leur métier pour au moins 50% de leur temps.

Pour un syndicalisme indépendant, combatif,

**S**olidaire, **U**nitaire et **d**émocratique dans les IEG,

# Votez

# SUD-Energie

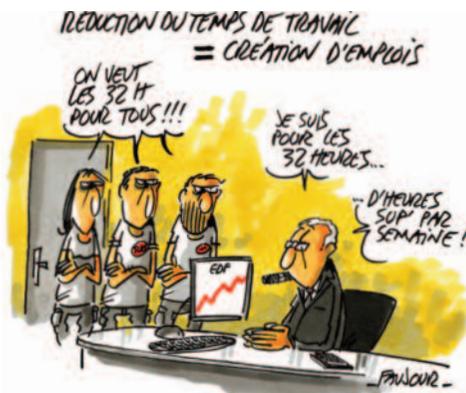
# PLATE-FORME REVENDICATIVE

## Un partage du travail

La politique actuelle d'allongement du temps de travail et de réduction des effectifs est un non-sens social et industriel : elle entraîne des pertes de compétences, un épuisement des salariés, laisse les chômeurs et les jeunes à la porte, met à mal l'égalité homme-femme (en donnant à choisir entre carrière et vie personnelle).

### Nous voulons :

- Les 32h pour tous, sans perte de rémunération globale, sans augmentation de la charge de travail grâce à des embauches équivalentes ;
- Un allègement supplémentaire du temps de travail pour les métiers pénibles ;
- L'annulation de l'accord Forfait-Jour qui crée des situations à deux vitesses propices à un climat délétère entre agents ;
- Une retraite décente pour tous avant 60 ans ;
- Une véritable reconnaissance de la pénibilité sacrifiée ces dernières années, notamment pour les nouveaux embauchés.



Elle doit se recentrer sur la France, parce que c'est son rôle en tant qu'entreprise publique, et parce que les investissements hasardeux à l'étranger exposent l'entreprise à des risques importants et inutiles. Le Gouvernement doit enfin prendre acte de l'échec du marché à garantir un service public de qualité et à accompagner une stratégie énergétique cohérente.

### Nous voulons :

- Une politique énergétique claire sur le long terme et décidée démocratiquement ;
- La sortie du marché du secteur énergétique ;
- La garantie du droit à l'Energie, par la gratuité des usages de base ;
- Un recentrage de l'entreprise sur la France ;
- Un plan d'accompagnement et de reconversion des salariés dans les unités en fin de vie ;
- L'extension du statut à tous les personnels du secteur de l'Energie (condition nécessaire à des reconversions réussies), y compris aux sous-traitants, et son renforcement.

## Des rémunérations plus justes

Les écarts de salaire se creusent dans l'entreprise, les rémunérations sont de plus en plus opaques, individualisées, et à la main du management.

### Nous voulons :

- Une réduction des écarts de rémunération (salaires et primes) et un plafonnement des hauts salaires ;
- Des augmentations égales pour tous et non proportionnelles au salaire ;
- La stricte application de l'égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- La transparence complète sur les grilles de rémunérations (U, HC, primes, etc.).

### AUGMENTATION DES SALAIRES EN POURCENTAGE



POUR NOUS C'EST AUGMENTATION EGALE POUR TOUS

## Une organisation du travail tournée vers le collectif et la confiance

L'entreprise ne cesse de pousser à l'individualisation, à la mise en concurrence des salariés entre eux, à la culture de l'indicateur, au flicage. Cela conduit non seulement à désorganiser l'entreprise, qui ne semble plus capable de réaliser de grands projets (cas de l'EPR), mais aussi à développer le stress, la souffrance, à faire perdre le sens du travail.

### Nous voulons :

- La reconnaissance du travail des salariés en équipe au lieu d'une logique d'évaluation uniquement individuelle ;
- Un climat de confiance en lieu et place d'un flicage permanent ;
- L'arrêt des techniques de management génératrices de souffrance au travail. (harcèlement, discrimination...);
- L'arrêt des réorganisations constantes et injustifiées, des découpages en filiales.



## Une stratégie d'entreprise qui garantisse l'avenir de ses salariés et du service public

La stratégie de l'entreprise et du Gouvernement, basée sur la plus grande opacité, interdit toute perspective pour les salariés. « Faire comme si » aucune centrale n'allait fermer, et dans le même temps afficher un objectif de baisse importante de la part du nucléaire, ne pas prendre la mesure de la montée des énergies renouvelables ou de la nécessaire baisse de la consommation, est irresponsable. Cela ne peut conduire qu'à un désastre social et industriel.

L'entreprise doit investir avec une toute autre ampleur le secteur des énergies renouvelables, développer des filières françaises, et garantir aux salariés de ces filières les mêmes droits qu'à ceux des filières « historiques », c'est-à-dire leur garantir le statut.



## L'embauche statutaire des sous-traitants

Ces dernières années, des dizaines de milliers d'emplois statutaires ont été supprimés, sous-traités à des entreprises pratiquant le dumping social et maltraitant leurs salariés, entraînant la disparition complète de métiers des IEG.

### Nous voulons :

- L'embauche au statut des sous-traitants et des intérimaires travaillant sur les métiers pérennes de l'entreprise ;
- Un plan de titularisation pour tous les salariés sous contrats divers ;
- La création de postes pour répondre aux situations de sous-effectif, de dépassements horaires chroniques, de pression liée aux surcharges de travail.